



CCI HAUTS-DE-SEINE
PARIS ILE-DE-FRANCE

Enquête de conjoncture 2014

L'opinion des chefs d'entreprises des Hauts-de-Seine

Chaque année, nous collectons l'opinion des chefs d'entreprises sur la conjoncture économique du département des Hauts-de-Seine. Cette enquête a été menée par l'Institut MÉDIAMÉTRIE en septembre 2014, auprès d'un échantillon de :

- **900 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés du département des Hauts-de-Seine ;**
- 4 440 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés des autres départements d'Ile-de-France ;
- 700 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés des autres départements français.

Vous trouverez dans ce document les principales tendances 2014

Synthèse

De timides signes de reprise qui ne convainquent pas les chefs d'entreprise des Hauts-de-Seine

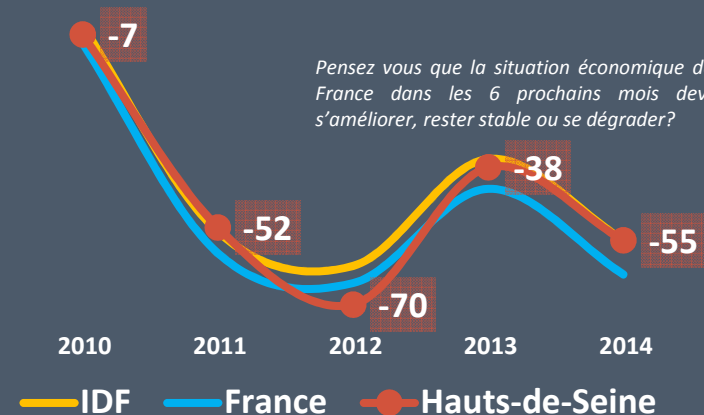
Le climat économique a cessé de se détériorer, en 2014, dans les Hauts-de-Seine. 24% des dirigeants de PME déclarent un chiffre d'affaires en hausse, soit un point de plus qu'en 2013. 22% témoignent d'une bonne situation financière de leur entreprise (+ 3 points) et 13% affichent une légère croissance de leurs investissements.

On note néanmoins des disparités entre les secteurs économiques, avec une chute préoccupante de l'investissement dans l'industrie : 27% des dirigeants déclaraient une baisse de leurs investissements en 2013 ; ils sont 50% en 2014.

Les faibles signes de reprise ne se répercutent pas encore sur l'emploi, le nombre de PME ayant augmenté leurs effectifs étant plus faible cette année. La situation semble plutôt se stabiliser, puisque l'on compte également moins d'entreprises déclarant des suppressions d'emplois.

La plus forte dégradation concerne le climat de confiance : 64% des dirigeants anticipent une dégradation de la situation économique, soit 10 points de plus qu'en 2013, avec des répercussions directes sur leurs prévisions de croissance et d'investissements.

Confiance des dirigeants



L'indicateur de confiance des dirigeants est un solde d'opinions. Il est positif si la part d'entreprises envisageant une amélioration est supérieure à la part des entreprises envisageant une dégradation. A l'inverse un indicateur négatif révèle une part plus élevée d'entreprises déclarant une dégradation.

La situation économique des entreprises des HDS

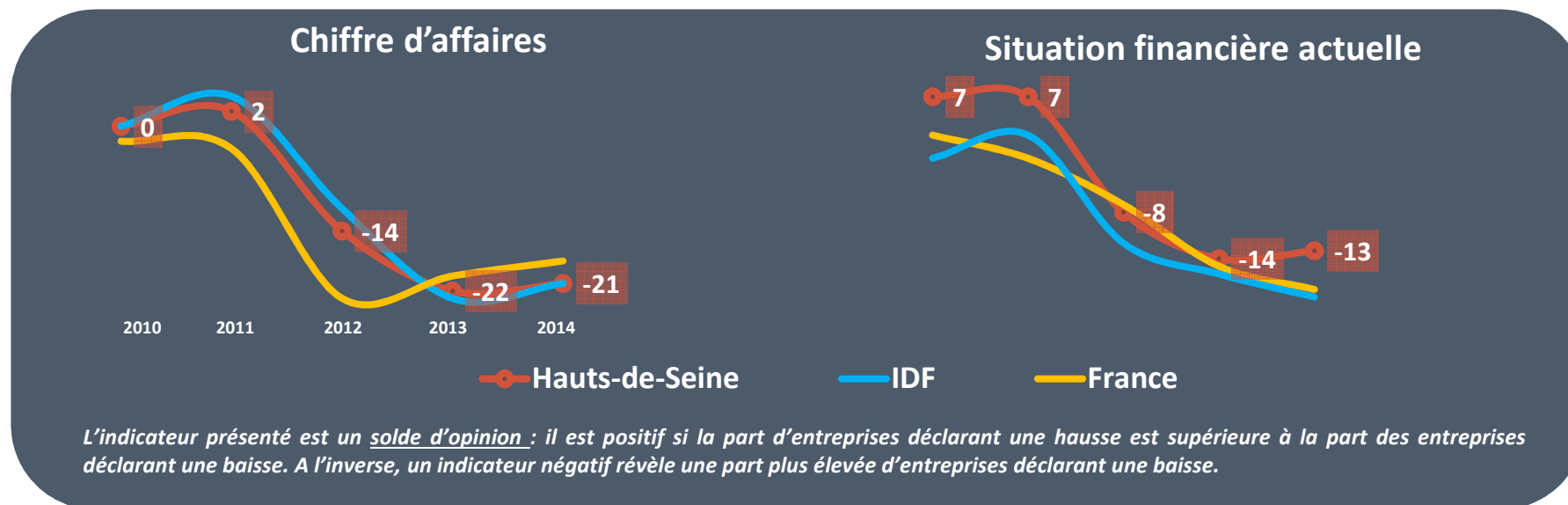
Après deux ans de déclin, la situation économique des entreprises des Hauts-de-Seine semble se stabiliser

Après deux années de fort déclin en France et notamment dans les Hauts-de-Seine, **la situation économique des entreprises se stabilise à un niveau relativement bas**. Les **indicateurs d'évolution** déclarée du chiffre d'affaires et de la situation financière des entreprises sont **surtout tirés vers le bas par les petits établissements**, respectivement -24 points pour le chiffre d'affaires et -16 points pour la situation financière.

Ces indicateurs **se rétablissent pour les établissements de taille moyenne** : l'indicateur de chiffre d'affaires déclaré passe à +6 points pour les entreprises moyennes, soit 13 points de plus que ce que l'on constate au niveau régional et à +11 points pour la situation financière des établissements moyens.

Presque tous les secteurs économiques sont concernés par cette tendance à la stabilisation, hormis celui du **commerce de détail et des services de proximité** qui voit son chiffre d'affaire **reculer** pour la troisième année consécutive (-35 points) et l'indicateur d'évolution financière se stabiliser à un niveau beaucoup plus bas que celui des autres secteurs (-33 points).

Les **perspectives d'évolution de chiffre d'affaires** sont relativement **pessimistes** pour les 6 prochains mois par rapport à 2013 : 32% des dirigeants anticipent une baisse de leur chiffre d'affaires dans les 6 prochains mois, soit 5% de plus qu'en 2013.



L'emploi dans les entreprises des HDS

Vers une stabilisation des effectifs en 2014

Pour la deuxième année consécutive, l'indicateur lié à l'emploi est négatif dans les Hauts-de-Seine (- 6 points). Cependant, il convient de relativiser cette tendance car 76% des chefs d'entreprises déclarent que le nombre de salariés dans leur entreprise a été **stable** cette année. Ce sont surtout les entreprises moyennes qui évoquent des réductions d'effectifs, affichant un solde négatif de -18 points, alors qu'au niveau régional ce solde n'est que de -5 points. Pour les petites entreprises, ce solde correspond au solde régional (- 5 points).

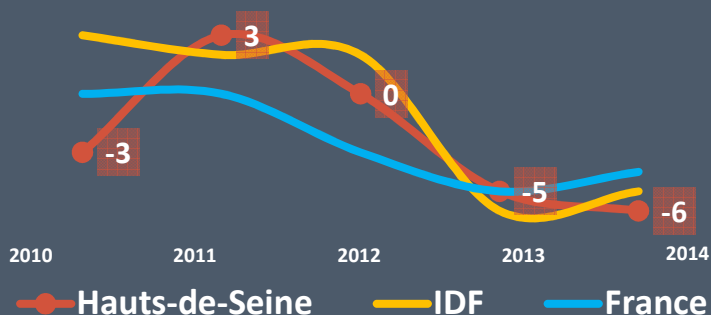
Les situations sont cependant différentes selon les secteurs d'activités : par rapport à 2013, les plus touchées par cette **baisse des effectifs** sont les entreprises du **secteur de la construction**, les dirigeants étant 25% à déclarer une baisse de leurs effectifs en 2014 contre 13% en 2013.

Les **prévisions** d'évolution des effectifs sont relativement **optimistes** pour les prochains mois. En effet, bien que la tendance soit à la stabilité avec 76% de chefs d'entreprise anticipant une constance de leurs effectifs, ils sont 13% à prévoir des recrutements, soit 3,5% de plus qu'en 2013.

En 2014, un tiers des **entreprises** des Hauts-de-Seine a **recruté ou cherché à recruter**. Parmi elles, les deux tiers ont rencontré des **difficultés** dans leurs démarches, qu'elles imputent surtout à une **pénurie de candidats** (64%) et à des **formations inadaptées** (58%).

Evolution du nombre de salariés entre 2010 et 2014

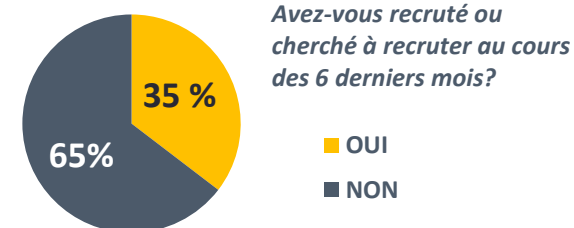
Solde = part des entreprises déclarant une hausse – part des entreprises déclarant une baisse



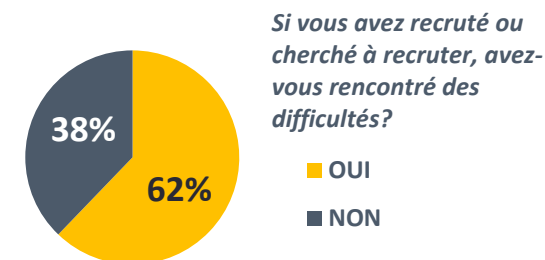
L'indicateur présenté est un solde d'opinion : il est positif si la part d'entreprises déclarant une hausse est supérieure à la part des entreprises déclarant une baisse. A l'inverse, un indicateur négatif révèle une part plus élevée d'entreprises déclarant une baisse.

Les difficultés de recrutement dans les Hauts-de-Seine

1/3 des entreprises ont recruté et/ou cherché à recruter en 2014



Parmi celles qui ont cherché à recruter : 2/3 ont rencontré des difficultés



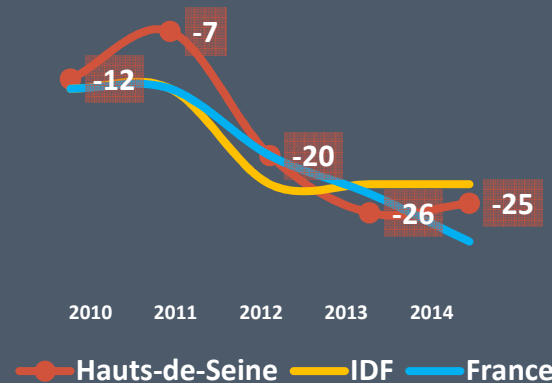
Si oui, lesquelles?

Pénurie de candidats (64%)
Formations inadaptées (58%)
 Candidats trop exigeants (54%)

Les investissements

Evolution du niveau d'investissements entre 2010 et 2014

Solde = part des entreprises déclarant une hausse – part des entreprises déclarant une baisse



L'indicateur est positif si la part d'entreprises déclarant une hausse est supérieure à la part des entreprises déclarant une baisse. A l'inverse un indicateur négatif révèle une part plus élevée d'entreprises déclarant une baisse.

Des investissements au ralenti

En 2014, on observe une **stabilisation du niveau d'investissement** des entreprises du département. Ce niveau d'investissement, qui était en fort déclin depuis 2 ans, **se stabilise à un seuil historiquement bas** : seules 13% des entreprises déclarent une hausse de leur niveau d'investissement alors que 38% ont amorcé une baisse en 2014. Cette baisse est particulièrement marquée dans les **industries** où l'on observe un solde de -39 points, et dans le secteur de la **construction** qui affiche un solde de -50 points. Ces deux secteurs économiques sont en net recul par rapport à 2013 : de -28 points dans l'industrie et de -8 points dans la construction.

Parmi les principales raisons au non-investissement en 2014 : 79% des dirigeants estiment que **leurs équipements sont adaptés à leurs besoins**, 73% que **la conjoncture est défavorable**, et 65% que **les charges sont trop élevées** (cet indicateur a reculé de 5 points depuis 2013).

Les **prévisions d'investissements** pour les 6 prochains mois restent relativement stables par rapport à 2013, avec un solde de -15 points. Seules les **industries** affichent un certain **optimisme** pour leurs investissements, dans les 6 prochains mois avec un solde positif de + 6 points : 26% des dirigeants prévoient une hausse de leurs investissements. Cet optimisme marque la **fin d'une année d'attentisme** avec des reports d'investissements, et est surtout porté par les **entreprises de biens intermédiaires**. Ce sont ces entreprises qui ont subi les plus fortes baisses d'investissements en 2014 : 50% des dirigeants ont déclaré une baisse mais ils ne sont plus que 9% à prévoir une baisse dans les 6 prochains mois et 38% à prévoir une reprise à la hausse de leurs investissements.

Tous secteurs confondus, ces investissements visent à réaliser des **gains d'efficacité** (69%); **renouveler les équipements usagés** (55%) et **accroître les capacités de production** (46%) des entreprises.

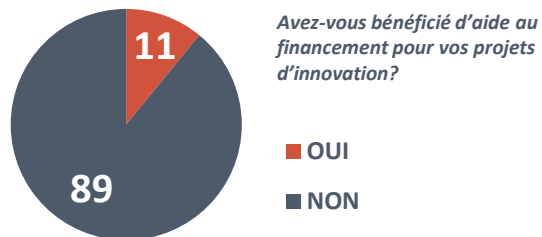
Profils d'investissement par secteurs d'activités



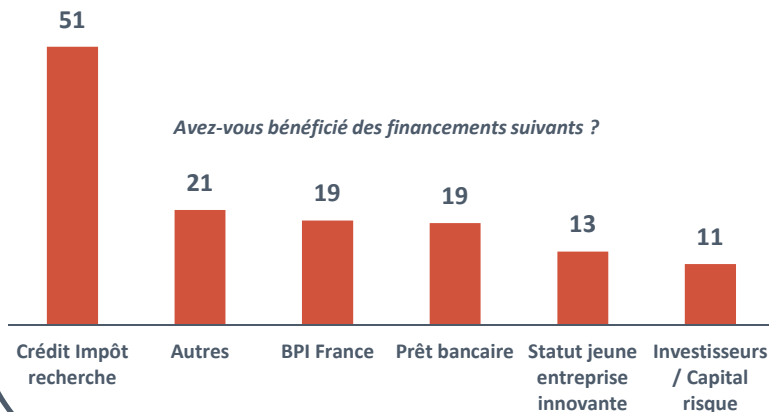
Innovation et financement de l'innovation

Aides à l'innovation dans les entreprises des Hauts-de-Seine

11% des entreprises ayant effectué une démarche innovante ont été aidées



Plus de la moitié des entreprises aidées a bénéficié du Crédit Impôt Recherche

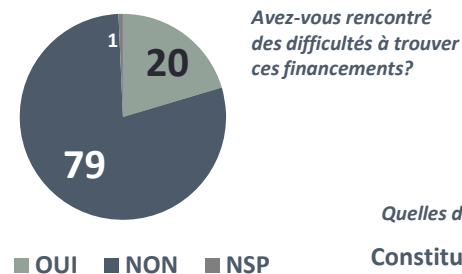


Des aides à l'innovation plutôt faciles d'accès pour les entreprises porteuses de projet

En 2014, plus de la moitié des entreprises des Hauts-de-Seine se sont engagées dans une démarche d'innovation. Pour 31% d'entre elles, elle concerne des innovations d'organisation, 28% ont engagé des innovations de produit et 19% ont une activité de R&D. Les petites entreprises de commerce de gros se démarquent avec l'engagement d'une démarche innovante pour 64,5% d'entre elles.

Seules 11% des entreprises porteuses de projets d'innovation ont bénéficié d'une aide au financement ; ce chiffre atteint 15% dans le secteur des services et 13,5% dans l'industrie. Près de la moitié de celles qui ont bénéficié d'une aide ont eu recours au **Crédit Impôt Recherche**. 80% des entreprises qui ont bénéficié d'une aide estiment que **l'accès au financement n'est pas difficile**. Pour les 20% restants, la constitution du dossier et la recherche du bon interlocuteur ont été les principales difficultés rencontrées.

Difficultés de recherche de financements

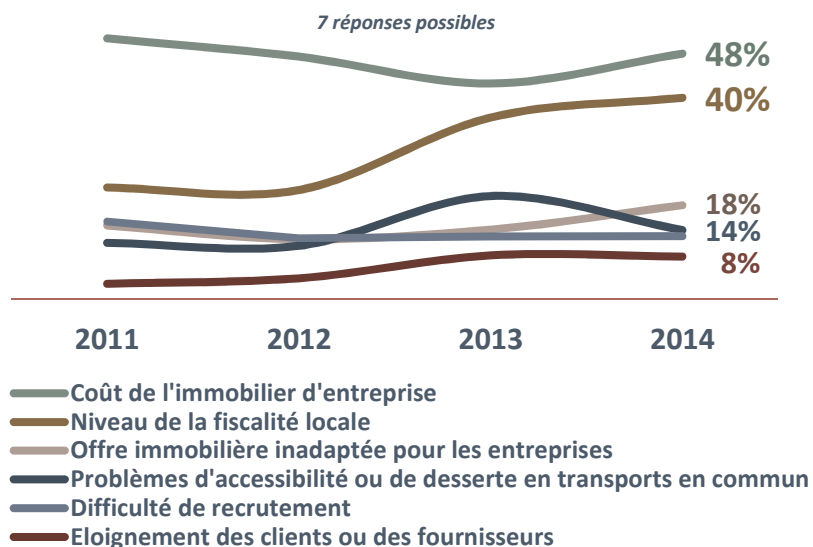


Parmi les 20% de ceux qui ont rencontré des difficultés, près des $\frac{3}{4}$ se sont heurtées à la constitution du dossier de financement

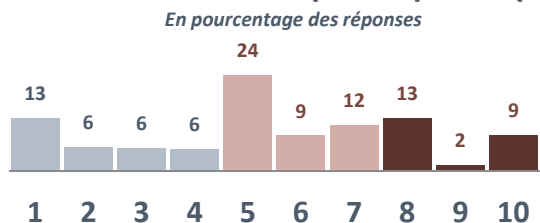


Baromètre Hauts-de-Seine

Principaux inconvénients à la localisation des entreprises dans les Hauts-de-Seine



Evaluation de l'importance de la fiscalité locale dans le choix d'implantation d'une entreprise sur une échelle de 1 (faible) à 10 (forte)



Deux freins majeurs à une localisation dans les Hauts-de-Seine : le coût de l'immobilier d'entreprise et le niveau de fiscalité locale

Le premier motif d'insatisfaction des dirigeants des Hauts-de-Seine quant à leur implantation concerne le **coût de l'immobilier d'entreprise**. Ce coût est resté relativement stable sur un an dans le département des Hauts-de-Seine : du 1^{er} trimestre 2013 au 1^{er} trimestre 2014, on observe une légère augmentation du prix moyen au m² passant de 386 € à 399 € HT/m²/an à La Défense. Dans le secteur péri-Défense il passe de 263 € à 266 € HT/m²/an, tandis que dans la Boucle Nord ces tarifs déclinent de 218 € à 200 € HT/m²/an. Bien que l'on observe de fortes disparités selon les secteurs, les loyers constatés dans les communes des Hauts-de-Seine les plus proches de Paris sont similaires voire supérieurs à ce que l'on peut constater dans le centre de Paris; le loyer moyen à la Défense est de 400 € HT/m²/an, de 365€ HT/m²/an dans le secteur Neuilly-Levallois ; il est inférieur dans la plupart des arrondissements parisiens : on constate par exemple un loyer moyen de 350 € HT/m²/an dans les 3^{ème}, 4^{ème}, 10^{ème} et 11^{ème} arrondissements (Webimm, 2014).

La seconde limite à l'implantation pour les chefs d'entreprises concerne la **fiscalité locale**, qui pourrait à terme compromettre l'attractivité du département puisque pour 24% des chefs d'entreprises, la fiscalité est un facteur important dans le choix de localisation (importance supérieure à 8 sur une échelle de 1 à 10). Entre 2011 et 2012, ce taux d'insatisfaction n'était que de 21% à 22%. En 2013, on observe une forte croissance de l'insatisfaction de +15 points puis une hausse de 6 points en 2014. La cristallisation des mécontentements sur la fiscalité locale peut être liée à la réforme, en 2011, de la taxe sur les bureaux : au-delà d'une augmentation du tarif et des assiettes, la refonte du zonage a entraîné de fortes hausses du tarif au m² appliqué sur certaines communes des Hauts-de-Seine, celui-ci ayant parfois été multiplié par 5 avec la réforme.

Enfin, le montant de la cotisation foncière des entreprises a augmenté dans toutes les communautés d'agglomération, excepté celle des Hauts-de-Bièvre (20,6% de la valeur locative). La communauté d'agglomération **Seine-Défense** est celle qui a connu la plus forte croissance passant de 17,1% de la valeur locative en 2011 à 18,8% en 2013.

Méthodologie

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprise sur la conjoncture est réalisée par téléphone une fois par an.

Cette enquête, menée par l'Institut MÉDIAMÉTRIE, a été réalisée en septembre 2014 auprès d'un échantillon de :

- 900 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés du département des Hauts-de-Seine ;
- 4 440 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés des autres départements d'Ile-de-France ;
- 700 dirigeants d'établissement de moins de 500 salariés des autres départements français.

L'enquête est menée globalement au niveau de l'Ile-de-France depuis septembre 2004 mais les résultats ne sont exploitables au niveau de chaque département de la Grande couronne que depuis septembre 2007. Pour les départements de Paris-Petite couronne, l'enquête est réalisée depuis 1997.

Contact

CCI Hauts-de-Seine : Bérengère Gautier
01 46 14 27 41- begautier@cci-paris-idf.fr